

CHRONIQUES

J A C Q U E S L E R U E Z *

LE RÉFÉRENDUM DU 18 SEPTEMBRE 2014 EN ÉCOSSE : L'ÉCHEC D'UN LONG PROCESSUS

147

Le 18 septembre 2014, l'Écosse a rejeté l'indépendance par une marge plus importante que les derniers sondages ne le laissaient prévoir. Est-ce assez pour classer définitivement l'affaire ? C'est la question à laquelle cet article va tenter de répondre.

Avant d'analyser les résultats, je voudrais rappeler comment on en est arrivé là et évoquer les principaux événements d'une campagne qui n'a pas d'équivalent en Grande-Bretagne, au moins par sa longueur.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

À l'origine de ce vote, il y a la victoire spectaculaire du parti nationaliste, le Parti national écossais, aux élections pour le Parlement écossais de mai 2011, élections précédées un an plus tôt de la formation d'un gouvernement de coalition conservateur-libéral-démocrate à Londres, opposé à l'indépendance

mais n'ayant qu'une influence réduite en Écosse.

Or, en raison de cette victoire, le gouvernement nationaliste, qui disposait d'une majorité absolue au sein du Parlement écossais, ne pouvait pas retarder indéfiniment la consultation sur l'indépendance, promise depuis toujours par son parti. De son côté, le gouvernement de Londres ne pouvait pas braver l'opinion écossaise, telle qu'elle venait d'être exprimée dans les urnes, d'autant que le risque semblait limité puisque tous les sondages montraient que seul un tiers des Écossais paraissait tenté par une rupture complète de l'Union instaurée par le traité de 1707¹.

Après des mois de polémiques, les deux camps finirent par se mettre d'accord sur un protocole, signé solennellement à Édimbourg le 15 octobre 2012 par le *Prime Minister* du Royaume-Uni, David Cameron, et le *First Minister* d'Écosse, Alex Salmond.

* Directeur de recherches honoraire au CNRS, président de l'Association franco-écossaise.

1. Les Écossais ont toujours préféré parler du traité (*Treaty of Union*), alors que les Anglais n'y ont vu qu'une loi du Parlement de Westminster (*The Acts of Union*).

Élections au Parlement écossais, mai 2011

Participation 50,40 %

<i>Partis</i>	<i>Circonscriptions</i>		<i>Régions</i>		<i>Total de sièges</i>
	<i>voix (%)</i>	<i>sièges</i>	<i>voix (%)</i>	<i>sièges</i>	
Parti national	45,4	53	44,0	16	69
Parti travailliste	31,7	15	26,3	22	37
Parti conservateur	13,9	3	12,4	12	15
Parti libéral-démocrate	7,9	2	5,2	3	5
Verts	0	0	4,4	2	2
Divers	1,1	0	7,7	1*	1
Total	100	73	100	56	129

* Margo MacDonald

148

Qualifié d'historique par les médias locaux, l'accord d'Édimbourg fut présenté comme un compromis. En échange de la disposition qui, pour lui, n'était pas négociable – « une seule question, offrant un choix clair » –, David Cameron faisait des concessions importantes : le Parlement écossais (donc la majorité nationaliste) était seul chargé de voter la législation nécessaire, moyennant toutefois l'aval de la commission électorale britannique et, surtout, en laissant le gouvernement écossais fixer la date du référendum le plus tard qu'il était décemment possible. Il lui donnait ainsi le temps de convaincre ses concitoyens de voter « oui » à l'indépendance car, à l'époque, la tâche paraissait presque impossible. La plus grande partie de l'année 2013 fut consacrée au vote par le Parlement écossais des modalités d'organisation qui comprenaient : 1) la date du référendum, finalement fixée au 18 septembre 2014 ; 2) l'âge du vote abaissé à 16 ans, décision accompagnée

d'une grande campagne d'inscription sur les listes électorales, de nombreux adultes n'étant pas inscrits auparavant ; 3) la formulation de la question unique ; 4) le règlement du financement de la campagne. En ce qui concerne la question soumise au peuple, le gouvernement nationaliste accepta la formulation recommandée par la commission électorale du Parlement britannique : « L'Écosse devrait-elle devenir un pays indépendant ? » à la place de celle qui avait sa préférence : « Êtes-vous d'accord pour que l'Écosse devienne un pays indépendant ? » formulation considérée par les médias comme biaisée en faveur du « oui ». La date finalement choisie devait suivre la célébration du sept-centième anniversaire Bannockburn, fameuse victoire du roi écossais Robert Bruce sur les Anglais du roi Édouard II lors de la bataille qui consolida l'indépendance de l'Écosse pendant près de quatre cents ans. Elle a suivi également les Jeux du Commonwealth²,

2. Alors que le Royaume-Uni n'envoie qu'une seule équipe aux Jeux olympiques, avec pour seul emblème l'Union Jack, aux Jeux du Commonwealth il en va différemment, chaque nation constitutive présentant sa propre équipe avec son drapeau distinctif.

qui ont eu lieu en juillet-août à Glasgow et ont permis aux médias de montrer des athlètes écossais vainqueurs drapés dans le *saltire*, la croix de saint André bleue sur fond blanc, qui constitue le drapeau de l'Écosse. Et ce, sans compter le festival d'Édimbourg avec ses spectacles de rue, prétextes à des rassemblements populaires forcément patriotiques, voire nationalistes. Bref, Alex Salmond avait pensé à tout pour assurer un arrière-plan le plus favorable possible à ce vote historique, en tout cas plus décisif qu'une simple élection. Cela a incontestablement été utile mais n'a pas suffi.

LA CAMPAGNE

Excepté l'abaissement de la majorité électorale à 16 ans, les modalités du référendum de 2014 étaient les mêmes que pour les référendums précédents. Tout citoyen britannique inscrit en Écosse avait le droit de vote ainsi que les résidents du Commonwealth et les résidents issus de l'Union européenne. En revanche, les Écossais expatriés – y compris ceux qui sont inscrits ailleurs dans le Royaume-Uni – ne pouvaient voter.

À la différence des campagnes électorales habituelles en Grande-Bretagne, qui ne durent officiellement que trois semaines, on peut dire que la campagne officielle du référendum écossais commença dès le lendemain de l'accord d'octobre 2012, alors que la campagne officielle ne devait débuter que fin mai 2014, soit seize semaines avant le scrutin – plus qu'il n'est d'usage ! On peut donc la qualifier de campagne la plus longue de l'histoire politique britannique. Dès le printemps 2013, les deux camps s'étaient déjà regroupés en deux « organisations-parapluie » (*umbrella organizations*) : Yes Scotland pour le « oui » à l'indépendance, Better Together pour le

« non ». La première s'appuyait sur le SNP, les Verts écossais, des petits partis de la gauche radicale ainsi qu'un groupe travailliste minoritaire. Ce camp était officiellement mené par un ancien travailliste de gauche, Dennis Canavan, mais c'étaient Alex Salmond et son adjointe au gouvernement, Nicola Sturgeon, qui, dans la pratique, en sont devenus les porte-parole principaux. L'habileté et la force de conviction de ces deux personnages en faisaient l'atout principal du camp du « oui ».

Le second camp réunissait les partis unionistes ainsi qu'une majorité des syndicats et des milieux d'affaires, encore que les petites firmes fussent très partagées quant aux conséquences pour elles de l'indépendance. L'organisation était présidée par Alistair Darling, ancien chancelier de l'Échiquier du gouvernement de Gordon Brown (2007-2010), qui a notamment contribué à éviter l'effondrement du système bancaire britannique en 2008 – y compris celui de deux banques écossaises. Mais Alistair Darling n'a pas l'aura et la force de persuasion d'Alex Salmond et le camp du « non » a été critiqué pour son argumentation pessimiste et quelquefois catastrophiste, préférant mettre en avant les dangers de l'indépendance plutôt que les avantages de l'Union. On lui a aussi reproché une certaine suffisance (*complacency*), il faut le dire largement encouragée par les sondages qui, longtemps, ont donné un net avantage à leur camp. Toutefois, la campagne du « non » fut loin d'être entièrement négative. Bien conscients du fait que les Écossais, dans leur grande majorité, aspirent avant tout à une autonomie interne accrue, les partis unionistes s'engageaient à donner à l'Écosse encore plus de dévolution, notamment dans le domaine fiscal, si elle rejetait l'indépendance. Toutefois, leurs propositions avaient été faites en ordre

dispersé, ce qui leur ôtait une part de crédibilité. Cela témoignait d'une certaine confusion³ qui, jusqu'au bout, a gêné le camp du « non ».

Il a fallu attendre le 18 novembre 2013 pour que la campagne finisse par s'animer avec la publication du « livre blanc » annoncé par le gouvernement écossais depuis longtemps. Ce livre blanc, intitulé *The Future of Scotland*, est un épais document de six cent soixante-dix pages qui tente de répondre à toutes les questions qui se posent dans la perspective de l'indépendance. À mon sens, il s'agissait davantage d'un manifeste électoral que d'un véritable livre blanc dans la terminologie gouvernementale britannique, document officiel qui, en général, annonce un projet de loi précis émanant de l'exécutif et devant être soumis au parlement. Quoi qu'il en soit, ce document suscita un intérêt certain, notamment chez les électeurs hésitants, et commença à dégeler l'immutabilité des rapports de force. Un sondage publié juste avant Noël par l'institut TNS BMRB donnait 27 % au « oui » contre 41 % au « non », ce qui montrait un progrès de deux points pour le « oui » mais surtout une perte de six points pour le « non ». Cela fut commenté dans les médias comme « un petit cadeau du père Noël » au camp indépendantiste.

Suivit alors, le 13 février 2014, à Édimbourg, le discours du chancelier de l'Échiquier, George Osborne, dans lequel il signifiait, sans appel au camp du « oui » et, par-delà, à l'électorat tout entier, qu'il n'était pas question, en cas d'indépendance, de créer une union monétaire anglo-écossaise, comme l'avait suggéré Alex Salmond. Ce qui donnait du poids à cette fin de non-recevoir, c'est qu'elle

fut aussitôt entérinée par les trois leaders des partis unionistes et confirmée par le secrétaire permanent de la Trésorerie, Sir Nicholas Macpherson. Avec la formule de José Manuel Barroso selon laquelle, en cas d'indépendance, il serait « très, très difficile » pour l'Écosse de rester membre de l'Union européenne, le camp du « non » croyait ainsi avoir trouvé deux arguments massue contre l'indépendance. C'est le contraire qui se produisit : ces mises en garde ont été très mal reçues par l'opinion écossaise, qui n'aime pas qu'on lui dicte ce qu'elle doit faire. Ce refus s'est répercuté immédiatement dans les sondages en mars et avril 2014, qui ont montré une montée spectaculaire du « oui ».

Toutefois, en mai, une stabilisation, voire une régression du « oui » s'est produite. À la fin de ce mois, les élections européennes n'ont pas donné d'indication particulière, malgré la percée relative du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de Nigel Farage, aux dépens surtout des libéraux-démocrates. Or le UKIP était considéré auparavant comme un mouvement nationaliste anglais et n'avait obtenu, en Écosse, que 3 % des voix aux précédentes élections européennes. Pour autant, il n'est pas sûr qu'on puisse considérer les électeurs du UKIP comme de futurs nonistes et il fallait, bien sûr, se garder d'additionner en faveur du « non » les voix obtenues par les trois partis qui étaient alliés dans Better Together.

En tout cas, la moyenne des sondages (ce que les médias appellent *poll of polls*) publiée le 1^{er} juin par *The Telegraph* de Londres donnait 58 % pour le « non » et donc 42 % pour le « oui », soit une avance apparente de seize points. Mais

3. D'autant que la loi de dévolution (*Scotland Act 2012*), que le gouvernement Cameron avait fait voter un an plus tôt, était considérée par les uns et les autres comme dépassée, alors qu'elle ne devait être appliquée qu'en 2015.

Élections européennes du 22 mai 2014, en Écosse

Participation 33,5 %

<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>élus</i>
Parti national (SNP)	389 503	28,9	2 (-)
Parti travailliste	348 219	25,9	2 (-)
Parti conservateur	231 330	17,2	1 (-)
Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP)	140 534	10,4	1 (+1)
Les Verts	108 305	8,0	0 (-)
Parti libéral-démocrate	95 319	7,1	0 (-1)
Divers	30 263	2,3	0 (-)

ce rapport de forces ne donnait pas le pourcentage des indécis. Plus explicite, un sondage TNS publié par *The Scotsman*, le quotidien d'Édimbourg, donnait douze points d'écart entre « non » et « oui » (56 % contre 44 %) avec 22 % d'indécis. Le même sondage indiquait que, si ceux qui se déclaraient indécis étaient poussés dans leurs derniers retranchements, 19 %, soit près d'un cinquième, déclaraient qu'ils voteraient probablement « oui », seuls 15 % estimant qu'ils voteraient probablement « non ».

Pendant l'été, la campagne en faveur du « oui » prenait encore de l'ampleur sur le terrain, recrutant de nombreux volontaires, et, de ce fait, ce camp était beaucoup plus actif que celui du « non » pour faire du porte-à-porte et distribuer des tracts, tirant parti également des nombreuses manifestations patriotiques de l'été. Il s'agissait de mobiliser l'électorat populaire, notamment dans les villes ouvrières comme Glasgow ou Dundee, qui constitue traditionnellement un solide soutien du Parti travailliste – quand il vote, car c'est aussi dans ces quartiers que l'on s'abstient

le plus. Selon la formule du *Financial Times* du 20 septembre 2014, il fallait ainsi persuader les électeurs que l'Écosse « pouvait être indépendante, puis qu'elle devrait l'être et enfin qu'elle devait l'être ». Malgré tout, jusqu'à la mi-août, cette intensification de la campagne sur le terrain sembla avoir assez peu d'impact dans les sondages, même si le « oui » progressait encore quelque peu⁴.

Il y eut également, courant août, les deux débats télévisés prévus par BBC Scotland, à trois semaines d'intervalle, entre les leaders des deux camps. Au grand soulagement de Londres, Alistair Darling se tira assez bien du premier débat, mettant Alex Salmond plusieurs fois en difficulté, et fut déclaré, par les médias, vainqueur aux points. Il n'en fut pas de même lors du second débat, où Alex Salmond, sans doute porté par une salle plus favorable, retrouva ses talents de débateur et fut même très agressif, déclarant son adversaire « au lit avec les Tories », injure suprême en Écosse, depuis l'époque de Margaret Thatcher et sa *poll tax* – impôt par tête très impopulaire. Bref, en

151

4. Le 15 août, un sondage de l'institut YouGov donnait 38 % au « oui » et 51 % au « non », avec 11 % d'indécis.

dénonçant la connivence entre les trois partis qui dominent la scène politique dans le reste du Royaume-Uni, il tentait habilement de mobiliser non plus tant pour l'indépendance que contre ce qu'il appelait le « système de Westminster ». Le résultat du vote montre qu'il y réussit en partie.

Vint enfin, le dimanche 7 septembre, la publication, par *The Sunday Times* de Londres, d'un sondage qui donnait pour la première fois une avance de deux points au « oui » (51-49). Or ce sondage émanait d'un institut sérieux (YouGov) qui, trois semaines plus tôt, donnait une avance de plus de treize points au « non ». 152 Ce calamiteux sondage, pour le camp du « non » s'entend, provoqua une panique considérable dans les hautes sphères du pouvoir à Londres, notamment au 10 Downing Street, et c'est assez piteux que David Cameron dut rendre sa visite annuelle à la famille royale, au château de Balmoral.

Toutefois, la contre-attaque du « système » ne tarda pas et fut massive. Dès le mercredi 10, plusieurs hommes d'affaires mettaient solennellement en garde les électeurs écossais contre les risques économiques que comporterait l'indépendance; le jeudi, cinq banques écossaises, dont la Royal Bank of Scotland, menaçaient de transférer leurs sièges sociaux en Angleterre; le dimanche, la reine Élisabeth II, dont on avait dit qu'elle voulait rester neutre dans le débat, glissait à une paroissienne, à la sortie d'un office près de Balmoral, que « les électeurs devaient réfléchir soigneusement à l'avenir », remarque supposée privée mais aussitôt reprise largement par les médias. Et puis, outre les implorations de David Cameron en faveur de l'Union, les larmes aux yeux et la main sur le cœur, qui s'adressa deux fois au peuple écossais en une semaine, il y eut les interventions de Gordon Brown.

L'ancien Premier ministre, qui était resté à l'écart de la campagne du « non », en raison de ses relations tendues avec son ancien chancelier et surtout de son refus de toute compromission avec les conservateurs, fut rappelé sur le devant de la scène. Dans plusieurs discours pleins de flamme – dont le dernier, prononcé dans le quartier de Maryhill à Glasgow, la veille du scrutin, fit sensation –, il souligna le côté positif de l'Union, promettant qu'un vote « non » ne signifiait pas *no change* (pas de changement), comme le prétendait le camp du « oui », et s'engageant à un transfert rapide de nouveaux pouvoirs au Parlement écossais. Sans nul doute, le concours de Gordon Brown joua un rôle important dans le ralliement tardif au « non » d'électeurs hésitants.

Enfin, il y eut ce qu'on a appelé *the vow*, c'est-à-dire le serment, publié solennellement le 16 septembre par les trois leaders des partis unionistes dans un tabloïd écossais, *The Daily Record* et s'adressant plus spécialement aux classes populaires, où ils s'engageaient personnellement à ce qu'un vote « non » signifie « un changement plus rapide, plus sûr et meilleur » que l'indépendance et concluaient : « C'est un engagement solennel. Vous pouvez avoir confiance. » Mais, si les trois partis étaient d'accord pour que certains pouvoirs soient accrus, ils n'étaient pas d'accord sur la nature de ces pouvoirs. En outre, ces appels de la dernière heure montraient que le camp du « non » cédait à la panique, ce que ne manquèrent pas de dénoncer les leaders du « oui ». Et pourtant, si l'on en croit les sondages, devenus quotidiens, la percée du « oui » parut être enrayée dès le dimanche 14 et continua de s'effriter jusqu'au jour du scrutin. Il n'empêche que les derniers jours de cette campagne de deux ans n'ont pas été très glorieux pour les dirigeants unionistes. Comme l'a écrit le *Financial Times* du 20 septembre, celle-ci se terminait par

« un sprint final affolé » plutôt que par un « majestueux bond en avant ».

Il était d'ailleurs temps que cette campagne se termine. Les esprits commençaient à s'échauffer, notamment au sein du camp du « oui ». Dans certains quartiers populaires, il n'était pas toujours bon d'afficher sa préférence pour le « non », surtout quand on était député ou conseiller local travailliste. Un député travailliste fut même tout interloqué un jour d'être traité de « sale Tory ». Cette injure destinée normalement aux conservateurs avait donc tendance, chez certains, à s'étendre à tous les unionistes. Certes, il s'agissait presque toujours de violence verbale. Toutefois, il faut mettre un léger bémol à la déclaration du modérateur de l'assemblée générale de l'Église d'Écosse, le révérend John Chalmers, à *La Croix*, le mercredi 17 septembre, veille du scrutin : « Ce qui se passe en Écosse est un triomphe pour la démocratie. » Et le service de réconciliation qu'il organisa à la cathédrale Saint-Giles d'Édimbourg, le dimanche 21, ne fut pas de trop. Le problème est que ceux qui participèrent à ce service étaient probablement ceux qui avaient le moins besoin d'être réconciliés. Scrutin et dépouillement se passèrent néanmoins dans le calme, même si certains électeurs supportèrent mal la présence de groupes de militants en faveur du « oui » un peu trop insistants à l'entrée des bureaux de vote.

LES RÉSULTATS

Résultats globaux du référendum du 18 septembre 2014 en Écosse

L'Écosse devrait-elle être un pays indépendant ?

Inscrits	4 283 392 (97 % des électeurs potentiels)
Votants	84,59 %
Bulletins nuls	3 429

	<i>voix</i>	%
NON	2 001 926	55,30
OUI	1 617 989	44,70

153

L'électorat n'avait jamais été aussi important. On l'a estimé à près de 97 % de ceux qui étaient en droit de voter. Par rapport aux élections récentes, le nombre d'électeurs inscrits supplémentaires était de l'ordre de trois cent mille, dont un peu plus de cent mille seulement étaient attribuables à l'inscription des 16-18 ans. Le reste provenait de résidents plus ou moins âgés qui avaient négligé ou refusé de s'inscrire pour des causes variées⁵. La participation – facilitée par le vote par correspondance, sept cent mille personnes environ y ayant eu recours – est évidemment spectaculaire comparée aux taux de participation récents en Écosse : 63,8 % aux élections générales de 2010, 50,4 % aux élections au Parlement écossais de 2011, 33,5 % aux élections européennes de 2014⁶. Il

5. En 1989 et 1990, beaucoup de jeunes en âge de voter avaient délibérément évité de se faire inscrire sur les registres électoraux car ceux-ci permettaient d'identifier les contribuables de la *poll tax*.

6. On notera à ce sujet que les électeurs écossais se mobilisent moins pour l'élection de leur Parlement que pour celle de la Chambre des communes, ce qui montre qu'au fond d'eux-mêmes ils estiment cette élection plus importante pour eux, sans doute parce qu'elle induit le choix du Premier ministre du Royaume-Uni.

faut remonter aux élections générales de 1950 pour trouver un taux de participation du même ordre en Écosse. Cette participation doit néanmoins être relativisée. Si l'on tient compte des 3 % de non-inscrits – alors qu'ils pouvaient l'être –, c'est presque un cinquième de ceux qui étaient en droit de voter qui sont restés à l'écart de cette consultation, autrement plus cruciale pour l'avenir de l'Écosse qu'une simple élection.

154 Le scrutin a été dépouillé dans trente-deux centres correspondant aux trente-deux collectivités locales (*councils*), chacune des grandes villes constituant à elles seules une de ces collectivités. Quatre collectivités seulement ont voté « oui », mais pas les moindres puisqu'il s'agit de Glasgow (53,49 %) et de Dundee (57,35 %), première et quatrième villes du pays, ainsi que les comtés de West Dunbartonshire (53,96 %)

et de North Lanarkshire (51,07 %), villes et régions très affectées par la désindustrialisation des années 1980 et 1990, où le chômage est plus élevé qu'ailleurs et le vote travailliste traditionnellement très fort. Dans douze collectivités, le « oui » a dépassé 45 % et, dans vingt, 40 %. S'il ne tombe nulle part au-dessous de 30 %, il ne fait que des scores médiocres dans les régions plus prospères : certes, à Aberdeen, troisième ville du pays, il obtient 41,39 % des voix, mais la capitale Édimbourg ne lui a donné que 38,90 %. Plus surprenant, il est assez faible dans le nord-est du pays, où le Parti national fait pourtant de bons scores aux élections. Le « oui » est également faible dans les zones rurales proches de l'Angleterre, où le vote conservateur est fort, ainsi que dans les îles du nord-est (Orcaïdes et Shetland), terres libérales-démocrates.

MOTIVATIONS DES ÉLECTEURS

*Sondages post-référendum (en %)*⁷

1) Comment avez-vous voté au référendum ?

Vote selon l'âge

	Tous	Hommes	Femmes	16-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 et plus
Oui	45	47	44	51	59	53	52	43	27
Non	55	53	56	49	41	47	48	57	73

*Vote selon les choix partisans en 2010**

	Parti conservateur	Parti travailliste	Parti national	Parti libéral-démocrate
Oui	5	37	86	39
Non	95	63	14	61

* Élection générale de mai qui a porté David Cameron au pouvoir à Londres.

7. Sondages privés de Lord Michael Ashcroft: 2047 adultes ayant voté lors du référendum, interrogés par internet (831) ou par téléphone (1216) les 18 et 19 septembre 2014 (LordAshcroftPolls.com).

2) Quand avez-vous pris votre décision finale ?

	Vote « oui »	Vote « non »
Le jour du scrutin	8	3
Les tout derniers jours	7	3
La dernière semaine	6	3
Le mois dernier	18	10
Depuis la fin de l'année	13	9
Depuis plus longtemps qu'un an	10	10
J'ai toujours su que je voterais ainsi	38	62

3) Quelles ont été les deux ou trois raisons principales qui ont déterminé votre vote final ?

Raisons données*	Vote « oui »	Vote « non »	Hommes	Femmes
Service national de santé	54	36	39	50
Livre sterling	7	57	35	34
Insatisfaction vis-à-vis de Westminster	74	4	38	33
Pensions	10	37	23	26
Défense et sécurité	16	29	24	22
Avantages sociaux	13	7	9	11
Pétrole	20	6	13	12
Impôts et dépenses publiques	33	32	35	31
Appartenance à l'Union européenne	12	15	16	12

155

* Nous ne tenons compte que des raisons vraiment significatives.

4) Hésiteriez-vous à dire à vos amis, votre famille ou vos collègues comment vous avez voté ?

	Vote « oui »	Vote « non »
Oui	11	14
Non	89	86

5) Voici trois raisons qui ont été données en faveur du vote « oui ». Veuillez les ranger en fonction de l'importance qu'elles ont eue dans votre décision, même si d'autres raisons ont été importantes pour vous.

	Vote « oui »
Toutes les décisions relatives à l'Écosse doivent être prises en Écosse	70
Tout bien pesé, l'avenir de l'Écosse paraît plus radieux en tant que pays indépendant	20
L'indépendance signifie que le pouvoir ne serait plus jamais entre les mains d'un gouvernement conservateur	10

6) Voici trois raisons qui ont été données en faveur du vote « non ». Veuillez les ranger en fonction de l'importance qu'elles ont eue dans votre décision, même si d'autres raisons ont été importantes pour vous.

	<i>Vote « non »</i>
Les risques de l'indépendance paraissaient trop grands, s'agissant de la monnaie, de l'adhésion à l'Union européenne, de l'économie, des emplois et des prix	47
Un fort attachement au Royaume-Uni, à son histoire, à sa culture et à ses traditions partagées	27
Un vote « non » signifie de toute façon des pouvoirs supplémentaires octroyés au Parlement écossais tout en conservant la sécurité associée au maintien dans le Royaume-Uni	25

156 7) S'il s'avère que l'Écosse vote « non », pour combien de temps croyez-vous que la question de l'indépendance de l'Écosse sera résolue ?

	<i>Votes « oui »</i>	<i>Votes « non »</i>
Pour les cinq prochaines années	45	20
Pour les dix prochaines années	16	18
Pour la prochaine génération	18	28
Pour toujours	12	25
Ne savent pas	9	8

Ce questionnaire parle de lui-même. Il suscite néanmoins quelques commentaires. Tout d'abord (question 1), les jeunes, sur lesquels comptait Alex Salmond pour faire pencher la balance en faveur du « oui », ont été très réservés. De même, si les actifs, jeunes et moins jeunes, ont clairement été favorables au « oui », les seniors (et surtout les retraités) ont massivement voté « non ». On constate également que plus d'un tiers des électeurs travaillistes et libéraux-démocrates de 2010 n'ont pas suivi les consignes de leurs partis.

En outre (question 2), alors qu'un nombre important d'électeurs du « non » (72 %) étaient déterminés dans leur choix dès avant les débats de la campagne électorale, seule une minorité des électeurs du « oui » était dans ce cas (48 %). Et le

fait qu'une majorité d'entre ces derniers se soit déterminée dans l'année même du référendum montre que la campagne du « oui » a porté ses fruits.

Quant aux préoccupations des électeurs (question 3), elles ne sont pas vraiment surprenantes. Alors qu'ils étaient également partagés sur les questions fiscales et de dépenses publiques, ceux qui ont voté « non » ont été surtout inquiets pour l'avenir de la livre et des pensions, et vis-à-vis de la défense du pays, ceux qui ont voté « oui » réagissant davantage à la dénonciation que faisaient les nationalistes du « système de Westminster » et des risques encourus par le Service national de santé (alors que cette institution, vache sacrée pour l'ensemble des Britanniques, fait déjà partie des matières dévolues au Parlement écossais). À ces

préoccupations divergentes correspondaient des motivations profondes (questions 5 et 6); les partisans du « oui » estimant à 70 % que l'Écosse devait être gouvernée par elle-même; tandis qu'à l'inverse, près de la moitié de ceux du « non » refusait les risques économiques et sociaux liés à l'indépendance. Toutefois, les partisans du « non » n'ont pas tous péché par frilosité, comme les en ont accusés leurs adversaires, puisque près d'un tiers d'entre eux – certainement parmi les plus âgés – ont voté par attachement aux trois cents ans d'histoire commune avec l'Angleterre (révolution industrielle, Empire, deux guerres mondiales), au cours de laquelle l'Écosse a joué un rôle hors de proportion avec sa population.

MISE EN PERSPECTIVE DES RÉSULTATS

Y a-t-il un véritable vainqueur ? L'Union n'a-t-elle gagné qu'un sursis ?

Sur le papier, le camp du « non » a obtenu ce qu'il voulait: couper court au courant indépendantiste, et ce avec une marge plus importante qu'il ne pouvait l'espérer une semaine avant l'échéance; toutefois, ce résultat a été acquis au prix de concessions institutionnelles importantes sur lesquelles les trois partis unionistes sont loin d'être d'accord. De plus, la plupart des observateurs, ainsi que les dirigeants unionistes qui s'étaient risqués à faire des pronostics, avaient estimé que, pour que l'affaire de l'indépendance ait une bonne chance d'être enterrée pour longtemps, il fallait qu'elle fût rejetée par au moins 60 % des votants. On est donc loin du compte; et bien qu'Alex Salmond ait déclaré à l'issue du scrutin que c'était la chance d'une génération qui était perdue, on voit bien,

grâce à la question 7 du sondage post-électoral, que ce n'est pas l'avis de tout le monde.

Peut-on parler néanmoins d'une défaite sévère pour les indépendantistes ? Certainement pas, même si la déception est grande dans leur camp et bien qu'Alex Salmond ait jugé qu'il s'agissait d'un revers personnel et ait annoncé sa démission au lendemain du vote. Plusieurs raisons expliquent cela:

- Faire passer le souhait d'indépendance d'environ un tiers des électeurs en 2013 à près de 45 % est une belle réussite pour la campagne du « oui » et si, comme il est probable, l'Écosse obtient un statut d'autonomie plus substantiel, à l'issue de cette campagne, les indépendantistes pourront s'en prévaloir sans pour autant s'en satisfaire.

- Ensuite, le Parti national écossais continue de contrôler la vie quotidienne de l'Écosse grâce à sa majorité substantielle au Parlement d'Holyrood et, à l'heure actuelle, il a de bonnes chances, d'après les sondages, de gagner les élections prévues en 2016. Signe qui ne trompe pas: les adhésions nouvelles affluent au Parti national, comme au sein des autres partis alliés de la coalition du « oui ». Par conséquent, le retrait d'Alex Salmond ne devrait rien changer à l'ascendant de ce parti; le référendum a révélé les capacités de son successeur naturel, Nicola Sturgeon, qui a obtenu une victoire personnelle en faisant triompher le « oui » à Glasgow, dont elle est l'élue, et qui, à 44 ans, s'est imposé facilement au sein du parti et du gouvernement⁸.

- Enfin, si les conservateurs gagnent les élections générales de mai prochain et organisent, comme David Cameron s'y est engagé, un référendum sur le maintien

8. Elle a été élue *First Minister* par le Parlement écossais, par 66 voix contre 15 et 39 abstentions, le 19 novembre 2014.

ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne en 2017, et à supposer que l'Écosse vote différemment de l'Angleterre – ce qui n'est pas impossible car le Parti national fera très probablement campagne pour le maintien –, la question de l'indépendance ne manquera pas de se poser à nouveau.

Voyons maintenant ce que signifie cette victoire relative pour les partis unionistes :

158 Considérons d'abord les conservateurs : si le « oui » l'avait emporté, David Cameron aurait probablement été contraint à la démission – d'où son activisme dans les derniers temps de la campagne. En effet, beaucoup de députés de son parti estimaient qu'il avait pris trop de risques en acceptant le principe du référendum, sans exiger la moindre garantie en matière de participation ou de majorité qualifiée, et surtout en laissant le gouvernement écossais choisir une date très tardive pour l'organisation du scrutin, ce qui a donné tout le temps au camp du « oui » de monter sa formidable organisation. Aussi, c'est un homme soulagé qui est apparu tôt le matin du 19 septembre, le résultat définitif à peine connu, pour une conférence de presse improvisée au 10 Downing Street, lors de laquelle il renouvela ses engagements de l'avant-veille, ajoutant cependant que le fait de donner plus de pouvoirs à l'Écosse et aux autres petites nations impliquait qu'un dispositif juridique adéquat soit mis en place pour que les députés anglais uniquement puissent décider des lois qui ne concernent plus que la seule Angleterre. David Cameron cherchait ainsi à donner satisfaction à une demande, de plus en plus insistante, émanant du UKIP et d'une partie des députés conservateurs. Mais c'était en même temps agiter un chiffon rouge face au Parti travailliste qui refuse l'idée de voir réduits à un rôle subalterne ses députés écossais (41 sur 59) et

gallois (26 sur 40) à la Chambre des communes, députés qui, dans le passé, lui ont permis à plusieurs reprises de parvenir au pouvoir. Il faut dire qu'à l'inverse les conservateurs écossais n'ont pas grand-chose à perdre puisqu'ils n'ont pu faire élire qu'un seul député à la Chambre des communes depuis la mise en place de la dévolution. En tout cas, la belle unité des trois partis unionistes, affichée deux jours auparavant, avait volé en éclats dès le matin des résultats.

C'est en effet le Parti travailliste qui apparaît comme le perdant de toute l'affaire. D'abord, le « oui » l'a emporté dans ses zones de force habituelles, notamment à Glasgow et sa banlieue, lui laissant présager d'autres revers lors des élections futures. Beaucoup d'électeurs populaires n'ont pas compris que leur parti ait fait alliance avec les conservateurs. On a vu, en effet, que le sondage postélectoral de Lord Ashcroft permet d'estimer qu'un bon tiers des électeurs travaillistes de 2010 a voté « oui ». Il sera difficile en 2015 (élection générale) et surtout en 2016 (élection au Parlement écossais) de les ramener au bercail, d'autant que le leader national actuel, Ed Miliband, homme du sud de l'Angleterre, n'inspire aucune ferveur en Écosse, c'est le moins que l'on puisse dire (il a été chahuté lors des rares incursions qu'il y a faites au cours de la campagne). Pour que le parti se redresse, il faudrait qu'un leader comme Gordon Brown retrouve un rôle, mais le veut-il dans la seule Écosse ? D'autant que tout statut d'autonomie accrue (*home rule*, c'est-à-dire autonomie interne totale, ou *home rule for all*, fédéralisme, selon l'expression de William Ewart Gladstone, Premier ministre du Royaume-Uni dans la seconde moitié du XIX^e siècle) implique l'affaiblissement, et même la disparition à terme, des députés écossais à la Chambre des communes, considérée symboliquement,

dans toutes les consciences britanniques, y compris encore maintenant en Écosse, comme le centre d'où tout pouvoir émane. Voilà le dilemme auquel fait face le Parti travailliste, à un moment où l'immobilisme dans le domaine des institutions n'est plus une attitude possible.

Dès le lendemain du référendum donc, le Premier ministre, fidèle à son engagement du *vow* selon lequel une procédure et un calendrier seraient sans attendre mis en place pour qu'une nouvelle loi de dévolution soit rapidement votée avant les élections générales de mai 2015, nomma un médiateur chargé de présider une commission interpartisanne pour tenter de concilier les points de vue. Ce médiateur est Lord Smith of Kelvin⁹. Plutôt estimé par l'ensemble des partis, il est bien vu par le gouvernement écossais. C'est donc un choix habile de la part de Cameron. En tout cas, le Parti national n'a pas cherché à boycotter la commission comme il l'avait fait lors des conventions qui s'étaient tenues en Écosse dans les années 1990 pour préparer la première dévolution. Il est vrai qu'il est en position de force, à la tête du gouvernement écossais, et peut s'appuyer sur les 45 % de « oui ». D'ailleurs, Nicola Sturgeon, chef du gouvernement écossais, a déclaré que le Parti national participera « de bonne foi » à la commission. Les cinq partis représentés au Parlement écossais auront deux délégués chacun : le Parti national et les Verts pour le « oui » ; les conservateurs, les libéraux-démocrates et les travaillistes pour le

« non ». Ces représentants sont déjà nommés¹⁰. Les deux premiers partis tenteront d'obtenir le plus possible de pouvoirs ; conservateurs et libéraux-démocrates sont pour leur part prêts à lâcher beaucoup de lest. Seuls les travaillistes s'arc-bouteront sur des concessions minimales pour les raisons que j'ai déjà données.

QUE RESTERA-T-IL ALORS DE L'UNION DE 1707 ?

L'Union est sans doute sauvée sur le papier mais l'est-elle dans les têtes ? Si l'Écosse obtient une autonomie fiscale à peu près totale et la maîtrise des quelques politiques internes qu'elle ne contrôle pas encore, ce sont les régions du nord de l'Angleterre, qui sont déjà les parents pauvres de l'Union, qui vont se trouver encore plus isolées face à Westminster. En effet, la Grande-Bretagne ne compte pas, comme en France, de collectivités locales ou régionales puissantes permettant un certain équilibre entre centre et périphérie ; le pouvoir central régente tout ou presque tout, notamment les impôts et les budgets locaux. De plus, si le Parti travailliste perd ses députés écossais, et peut-être gallois, il risque de rester fort longtemps dans l'opposition à la Chambre des communes ; alors, ce sont ces régions du nord de l'Angleterre, votant en majorité travailliste, qui à la longue finiront, comme l'Écosse durant les années où étaient au pouvoir Margaret Thatcher (1979-1990) et John Major

159

9. Homme d'affaires écossais, originaire de Glasgow, ancien administrateur de BBC Scotland, chancelier de l'université de Strathclyde, il a été en outre, à la satisfaction générale, l'un des organisateurs des Jeux du Commonwealth de l'été 2014.

10. Ce sont, pour le Parti national, John Swinney, Linda Fabiani ; pour les Verts, Patrick Harvie, Maggie Chapman ; pour les Conservateurs, Lady Annabel Goldie, Adam Tomkins ; pour les libéraux-démocrates, Michael Moore, Tavish Scott ; pour les travaillistes, Ian Gray, Gregg McClymont.

(1990-1997), par très mal supporter d'être gouvernées par des politiciens qu'elles n'ont pas élus. C'est le drame du clivage socio-économique nord-sud qui entraîne une division politique et électorale que seul Tony Blair avait réussi à effacer pour un temps, en 1997 et 2001, en ralliant à son parti ce qu'il appelait *Middle England*, c'est-à-dire les classes moyennes anglaises.

160 Par ailleurs, avec la montée du UKIP qui témoigne d'un nationalisme anglais, encore minoritaire certes, mais farouche et déterminé, de moins en moins de gens en Angleterre comme ailleurs dans le Royaume-Uni se réclament de la britannicité (*britishness*). Il y a déjà longtemps qu'interrogés sur leur nationalité par les instituts de sondages les Écossais répondent « écossaise » ou, à la rigueur, « écossaise et britannique », et non « britannique » tout court. Il en est de même pour les Gallois. Les Anglais s'y mettent eux aussi : dorénavant, une majorité d'entre eux se déclarent « anglais » plutôt que « britanniques ».

Or c'est la britannicité qui constituait – avec l'Empire – le lien le plus solide entre les trois nations du Royaume-Uni, et je suis assez volontiers d'accord avec Alain Frachon lorsqu'il rappelle que ce sont des penseurs écossais, « David Hume

(1711-1776) et Adam Smith (1723-1790), qui ont cimenté une partie du socle idéologique britannique : empirisme, pour le premier, libéralisme économique, pour le second¹¹ ». J'ajouterais à cette liste le roi Jacques VI d'Écosse qui, après être monté sur le trône anglais en 1603, avec le titre de Jacques I^{er}, évoquait une *Great Britain* unie, plus d'un siècle avant le traité d'Union de 1707.

Je suis moins d'accord avec la citation de Ferdinand Mount¹² que donne ensuite Alain Frachon. Parlant de l'Union de 1707, Mount écrit : « trois siècles de paix civile et de progrès économique ». C'est bien vite dit pour l'Écosse. Il oublie allègrement les soulèvements jacobites et leur répression féroce, ainsi que les *clearances* – expulsion des petits agriculteurs – dans ces mêmes Highlands. Cette réflexion, en assimilant en quelque sorte l'histoire de l'Écosse à l'histoire de l'Angleterre, est typique d'une certaine incompréhension, voire d'un mépris des élites anglaises pour l'Écosse. Or les Écossais, même les plus unionistes, n'apprécient pas qu'on passe par profits et pertes les aspects les plus douloureux de leur histoire, *a fortiori* dans le contexte politique actuel.

Édimbourg, le 28 octobre 2014.

11. *Le Monde*, 26 septembre 2014.

12. Sir William Robert Ferdinand Mount, troisième baronnet, est non seulement écrivain et romancier mais aussi membre du Parti conservateur et chroniqueur politique pour le *Daily Telegraph*. Pendant quelque temps conseiller politique de Margaret Thatcher au 10 Downing Street, il a été éduqué à Eton et à Oxford, comme son lointain cousin David Cameron.